

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 FÉVRIER 1908.

Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1908 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. NERINX.

MESSIEURS,

La loi contenant le budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1907 a fixé :

Les dépenses ordinaires à	fr.	22,159,517
Les dépenses exceptionnelles à	»	152,500
Soit à la somme globale de	fr.	22,291,817

Le projet de budget pour l'exercice 1908 s'élève :

Pour les dépenses ordinaires à	fr.	22,258,517
Et pour les dépenses exceptionnelles à	»	496,674
Au total	fr.	22,755,191

Il y a donc augmentation :

Pour les dépenses ordinaires, de	fr.	79,000
Et pour les dépenses exceptionnelles, de	»	564,174
Ensemble	fr.	453,174

Cette augmentation est expliquée en détail dans la note préliminaire du projet de budget.

Examen dans les sections.

Dans les 1^{re}, 3^e et 4^e sections, des vœux ont été émis en vue d'une modification à la loi sur les pensions de vieillesse, dans le sens d'un régime plus favorable aux ouvriers et anciens ouvriers belges qui, à la date du 1^{er} janvier 1901, avaient moins de 58 ans accomplis.

(1) Budget, n° 41^x.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Cousot, Verhaegen, Mabille, Cooreman, Lemonnier et Versteyleu.

En 1^{re} et 4^e sections, on a demandé le renforcement du nombre et de l'action des inspecteurs du travail.

Un membre de la 1^{re} section insiste sur la nécessité d'améliorer l'inspection des mines. A la 6^e section, un membre sollicite une enquête sur le fonctionnement de l'inspection au port d'Anvers.

Un membre de la 2^e section attire l'attention de la section centrale sur l'article 28 du budget : « Encouragements aux institutions ayant pour objet le placement gratuit des travailleurs; subsides aux caisses de prévoyance instituées en vue de pourvoir au chômage involontaire de leurs membres. »

Un autre membre de la même section se préoccupe du navire-école et pense que le Gouvernement devrait avoir la haute main sur cette école professionnelle.

Un membre souhaite voir aboutir le plus promptement possible la revision de la loi sur les conseils de l'industrie et du travail.

Dans la 3^e section, un membre exprime le désir d'obtenir du Gouvernement des renseignements sur le fonds commun, décrété par la loi sur les accidents du travail.

Un membre de la 4^e section attire l'attention du Gouvernement sur les difficultés que rencontrent les ouvriers belges travaillant à l'étranger pour parvenir à bénéficier des dispositions avantageuses des lois sociales de leur pays. Des instructions suffisantes sont-elles données à nos consuls ? N'y aurait-il pas lieu de provoquer des ententes internationales ?

Un autre membre demande que la section centrale s'informe auprès du Gouvernement de la suite qu'il compte donner aux travaux de la commission nationale de la petite bourgeoisie et sur le programme d'action de l'office des classes moyennes.

Le projet de budget a été adopté :

Dans la 1^{re} section, par 14 oui, 3 abstentions, 0 non.

—	2 ^e	—	—	14	—	2	—	0	—
—	3 ^e	—	—	6	—	5	—	0	—
—	4 ^e	—	—	14	—	1	—	0	—
—	5 ^e	—	—	8	—	6	—	0	—
—	6 ^e	—	—	12	—	1	—	1	—

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

La section centrale n'a pas procédé à une discussion générale, mais elle a porté toute son attention sur les observations présentées dans les sections et sur les vœux émis par celles-ci.

En ce qui concerne le régime des pensions de vieillesse, la section centrale ne croit pas devoir prendre parti entre les diverses opinions qui ont été exprimées, soit par ses membres, soit dans les sections, mais elle estime qu'il serait opportun et même nécessaire de voir soumettre, à bref délai, à la discussion et au vote de la Chambre, les propositions de loi consacrées à cet objet. Elle prie le Gouvernement de déposer sans retard les amendements ou propositions qu'il aurait à présenter.

On a signalé, de divers côtés, des divergences dans l'appréciation de l'état de besoin dont l'article 9 de la loi du 10 mai 1900 fait une condition de l'allocation annuelle de 63 francs aux ouvriers ou anciens ouvriers. La section centrale croit devoir engager le Gouvernement à favoriser l'unification de la jurisprudence en cette matière.

La section centrale attire tout spécialement l'attention de M. le Ministre de l'Industrie et de Travail sur le fonctionnement du service de l'inspection du travail. La sphère d'action des inspecteurs n'a cessé de recevoir des extensions successives appelant le contrôle sur des objets de plus en plus complexes. Il importe donc que l'organisation du service soit adaptée aux nécessités croissantes et que l'importante et délicate mission des inspecteurs ne soit entravée ni par l'insuffisance numérique des agents, ni par l'appropriation défectueuse du service. La Législature n'hésitera pas à voter les crédits qui lui seraient demandés pour tenir constamment l'inspection du travail à la hauteur de sa tâche.

Un membre de la section signale que la surveillance des industries est confiée à une double inspection, celle des inspecteurs-ingénieurs et celle des médecins-inspecteurs. Ceux-ci ont pour mission d'assurer l'application des dispositions relatives à la salubrité des ateliers, aux premiers soins à donner aux ouvriers victimes d'accidents, au travail des femmes récemment accouchées, etc. etc.

Le rôle des inspecteurs-médecins est fixé par des arrêtés ministériels.

Les mines, minières, carrières sont soustraites à cette inspection. Tant au point de vue technique qu'au point de vue hygiénique, la mission est confiée aux ingénieurs des mines.

Ne serait-il pas rationnel et efficace de charger les inspecteurs-médecins de surveiller l'application des lois protectrices de la santé des ouvriers dans les mines, minières, carrières, etc. ?

Il est à remarquer que, dans cette nomenclature, se trouvent les usines à zinc, à plomb, etc., où le point de vue hygiénique est si important.

La section centrale attache une très grande importance à la question du navire-école. Il s'agit de l'expérimentation d'une méthode de formation professionnelle toute spéciale, dont l'étude critique réclame la plus vigilante sollicitude du gouvernement. Une interpellation sur cet objet ayant été jointe à la discussion du budget de l'Industrie et du Travail, la section centrale juge qu'il n'y a pas lieu pour elle de devancer la discussion approfondie qui, selon toute vraisemblance, sera prochainement consacrée à la question.

Les institutions mutualistes se sont, depuis quelques années, prodigieusement multipliées en Belgique. Cet essor fait honneur à la sollicitude de ses dévoués promoteurs, au progrès de l'esprit de solidarité dans la bourgeoisie et surtout chez les ouvriers agricoles et industriels; c'est donc à bon droit que le Gouvernement a encouragé et continue d'encourager les œuvres de mutualité sous toutes leurs formes. Mais, pour mettre la mutualité à l'abri de graves et pénibles mécomptes, il y a lieu de répandre le plus largement

possible les notions de la comptabilité rationnelle, du bilan technique à adopter par les sociétés de secours mutuels. La commission permanente ne cesse de se préoccuper de ce grave objet ; le Gouvernement ferait œuvre sage et très opportune en secondant avec vigueur les efforts de la commission permanente en vue d'éclairer les mutualités sur la nécessité d'établir la parfaite équivalence de leurs ressources et de leurs engagements.

Sur la proposition d'un de ses membres, la Section centrale rappelle à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail les vœux émis à maintes reprises, notamment par la Section centrale du budget de 1907, en faveur de l'institution d'une commission permanente des Unions professionnelles reconnues. « Cette commission, disait le rapporteur de 1907, recevrait, en » ce qui concerne la propagande en faveur des syndicats, des attributions » analogues à celles que possède la commission permanente des sociétés » mutualistes, en fait de mutualité. » L'utilité de semblable organisme ne paraît pas douteuse ; peut-être pourrait-on y rattacher les Bourses de travail et les Caisses d'assurance contre le chômage.

Le rapporteur de la Section centrale, chargée de l'examen du budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1907, a formulé la question suivante :

« Le Ministre n'estime-t-il pas, après l'étude qu'il a bien voulu prescrire de la question, que l'Etat pourrait intervenir dans les frais de location des immeubles utilisés par les écoles professionnelles ou, lorsque ceux-ci sont la propriété des communes ou des commissions administratives, dans l'annuité correspondant à l'intérêt de la somme représentant les frais de construction de ces immeubles ? »

La réponse fut donnée en ces termes : « La question est soumise à l'avis du Conseil supérieur de l'enseignement technique, qui en a presque terminé l'étude. Le Département de l'Industrie et du Travail sera donc prochainement en situation de se former une opinion définitive sur cet objet et de proposer éventuellement les mesures qu'il jugerait convenables. »

La Section centrale espère que l'étude de cette question est actuellement terminée et que le Ministre voudra bien faire connaître à la Chambre le parti auquel il s'est arrêté.

Plusieurs questions ont été adressées par la Section centrale à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail. Nous les insérons à la suite de ce rapport, avec les réponses qui y ont été données.

La Section adopte le budget à l'unanimité de ses membres.

Le Président-Rapporteur,

E. NERINCX.

ANNEXE.

I.

OFFICES DES CLASSES MOYENNES.

PREMIÈRE QUESTION.

Quelle a été l'activité de l'office des classes moyennes depuis son organisation par l'arrêté royal du 15 décembre 1906 ?

Quel est son programme d'action pour l'avenir ?

En particulier :

1. Quelle suite compte-t-il donner aux vœux et conclusions de la Commission nationale de la petite bourgeoisie ?

2. Où en est son étude des améliorations à introduire dans la législation concernant notamment :

A. Les unions professionnelles ;

B. Les institutions de crédit (crédit général, — crédit pour l'outillage) ;

C. La police du commerce ;

D. La représentation des intérêts économiques des classes moyennes de l'industrie et du commerce ?

RÉPONSE.

L'Office des classes moyennes a commencé l'exécution du programme tracé dans l'arrêté royal du 15 décembre 1906, qui constitue aussi son programme d'action pour l'avenir.

Il a publié depuis le 15 juillet un bulletin trimestriel. Ce bulletin fait connaître l'activité de l'Office.

I. Les vœux et conclusions de la Commission nationale de la petite bourgeoisie feront l'objet d'une étude méthodique et seront examinés successivement.

Une commission composée de délégués des administrations de l'enseignement primaire, de l'enseignement moyen et de l'Office des classes moyennes, a tenu plusieurs séances et a fait plusieurs visites d'écoles en vue d'étudier les méthodes de l'enseignement des travaux manuels.

Des secrétariats d'apprentis ont été fondés à Verviers, Roulers, Anvers et Bruges; d'autres sont en voie d'organisation.

A. La loi sur les unions professionnelles est de date relativement récente : le second rapport élaboré par l'Office du travail relativement à l'exécution de cette loi vient de paraître ; il signale une extension sensible du nombre des demandes en reconnaissance légale et ce mouvement s'est encore accen-

tué depuis l'époque considérée par le rapport. L'expérience semble donc, jusqu'à présent, favorable à la loi.

Quoi qu'il en soit, mon Département en suit attentivement le fonctionnement, en vue des modifications avantageuses dont elle serait susceptible.

B. L'organisation du crédit en vue de favoriser l'amélioration de l'outillage des petits industriels et des artisans a fait l'objet de négociations avec la direction de la Caisse générale d'épargne et de retraite. Les études relatives à cette question se poursuivent activement.

L'Office des classes moyennes s'est occupé également de l'étude des améliorations à apporter à l'organisation du crédit, pour en faire bénéficier davantage les classes moyennes appartenant à l'industrie et au commerce. Il a réuni en conférence les directeurs des banques populaires du pays les 9, 19 et 25 juillet 1907 et a soumis à leur examen les vœux de la Commission nationale de la petite bourgeoisie. Le compte rendu sommaire de ces trois séances a été publié dans le second numéro du *Bulletin de l'Office des classes moyennes*.

C et D. Le principe de l'établissement d'un code général de la police du commerce, tant sédentaire qu'ambulant et intermittent, a été posé par la Commission nationale, qui a esquissé les dispositions principales à y insérer. Cette question est à l'étude et il en est de même de celle relative à la représentation des intérêts économiques des classes moyennes.

DEUXIÈME QUESTION.

L'arrêté royal du 15 décembre 1906 portant organisation de l'office des classes moyennes place dans les attributions de cet organisme les règlements concernant :

1° Le Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Quelle a été l'activité de ce Conseil depuis son institution par l'arrêté royal du 25 juin 1906 ?

2° Le Conseil supérieur des classes moyennes.

Pourquoi ce collège n'a-t-il pas encore été constitué ?

Comment se fait-il que le projet de budget ne prévoit aucun crédit pour ce Conseil supérieur ?

Faut-il en conclure que l'organisation en est différée ? Au cas affirmatif, quelle en est la raison ?

RÉPONSE.

1° Le Conseil supérieur de l'enseignement technique, institué par l'arrêté royal du 25 juin 1906, a été installé le 18 juillet suivant. Il a commencé ses travaux et s'est divisé en sections le 20 octobre de la même année.

20 questions ont été soumises au Conseil supérieur par le Gouvernement.

La 1^{re} section a tenu 7 séances.

La 2^e — 8 —

La 3^e — 9 —

La 4^e — 5 —

Soit ensemble : 29 séances de section.

La plupart des questions soumises au Conseil sont rapportées, d'autres le seront à bref délai. Les séances plénières où seront discutés ces rapports pourront avoir lieu au mois de mars prochain, conformément aux dispositions du règlement organique du Conseil.

2° Ainsi que je l'ai fait connaître à la Chambre, lors de la discussion du budget de mon Département pour l'année 1907, il entre dans les intentions du Gouvernement, aussitôt que l'état des études en cours le réclamera, de s'assurer les avis d'un Conseil supérieur des classes moyennes, comme il est prévu par l'arrêté royal du 13 décembre 1906.

II.

CONTRAT COLLECTIF DE TRAVAIL.

QUESTION.

1° Une union professionnelle reconnue peut-elle, dans l'état actuel de la législation, conclure, au nom de certains de ses membres, un contrat collectif de travail ?

2° Peut-elle subordonner, pour ses membres, l'acceptation du travail à celle d'un arbitrage en cas de différend, arbitrage que le patron devrait accepter ?

RÉPONSES.

1° Il résulte du texte l'art. 10 de la loi du 31 mars 1898, et d'une déclaration faite à la Chambre des Représentants, au cours de la discussion de la loi sur le contrat de travail, par l'honorable M. Cooreman, Ministre de l'Industrie et du Travail, qu'une Union professionnelle, agissant comme mandataire de ses membres, peut conclure au nom de ceux-ci, un contrat de travail avec le chef d'entreprise qui consent à traiter dans ces conditions ; mais il va de soi que l'union n'aurait pas le droit de s'engager personnellement et de faire exécuter le travail par un groupe de ses affiliés (*Ann. parl.* 10 mars 1899, p. 856.)

2° L'Union professionnelle pourrait, conformément aux règles du mandat, subordonner l'acceptation du travail par ses membres à la stipulation de la clause d'arbitrage, mais cette clause, pas plus que tout autre condition, ne serait obligatoire pour le patron que s'il l'avait acceptée.

III.

RÉSULTATS DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE REPOS DU DIMANCHE.

QUESTION.

Quel est le résultat de l'application de la loi sur le repos du dimanche, tel qu'il est constaté par l'Inspection, en ce qui concerne l'industrie, le grand et le petit commerce, au point de vue des employeurs ?

Au point de vue des employés (*sensu lato*) ?

Au point de vue des consommateurs ?

RÉPONSE

L'application de la loi sur le repos du dimanche, entrée en vigueur le 26 juillet 1906, n'a pas soulevé de difficultés sérieuses dans l'industrie, où, d'une façon générale, le régime nouveau n'a pas sensiblement modifié la situation antérieure. En effet, dans les entreprises industrielles le travail normal du dimanche était plutôt exceptionnel; d'autre part, la législation nouvelle a admis le régime du repos par roulement à l'égard de diverses industries, notamment de celles où le travail, à raison de sa nature, ne souffre ni interruption, ni retard. Au point de vue des ouvriers, la loi du 17 juillet 1905 a toutefois présenté cet avantage de consacrer comme droit ce qui n'était auparavant qu'un usage ou une habitude dépendant du bon vouloir du patron.

Dans les entreprises commerciales autres que les magasins de détail, l'exécution de la loi n'a pas davantage rencontré de résistance.

Il n'en a pas été de même dans les magasins de détail visés à l'article 7 et chez les coiffeurs soumis au même régime, ainsi que l'atteste le grand nombre des procès-verbaux dressés.

Beaucoup d'intéressés ont cru, tout au moins au début, que la loi prescrivait la fermeture de tous les magasins le dimanche après-midi; de là de nombreuses réclamations mal fondées contre des détaillants assurant la vente sans le concours de personnel ou bien avec l'assistance des membres de leur famille, comme aussi contre les exploitants de magasins bénéficiant du régime de l'article 4 (repos par roulement), par exemple ceux qui font la vente au détail de comestibles ou denrées alimentaires. Dans la suite, l'emploi le dimanche après-midi d'un personnel spécial ou d'« extras » a également provoqué de fréquentes plaintes au sujet de prétendues infractions.

Au point de vue de l'application de la loi, il semble que les magasins de détail puissent se diviser en deux catégories bien distinctes. Les uns ont principalement une clientèle fixe, habitant la ville même; dans ceux-ci, l'observation de la loi a été facilement obtenue, d'autant plus que nombre de ces établissements avaient déjà l'habitude de fermer le dimanche, si pas à midi, tout au moins à 1 ou 2 heures. L'autre catégorie comprend, au contraire, les maisons de commerce s'adressant surtout à une clientèle de passage, aux habitants de la banlieue qui viennent en ville le dimanche. Cette clientèle spéciale achète surtout des vêtements, de la mercerie, de la quincaillerie ainsi que des articles divers vendus dans les bazars. Dans cette catégorie d'entreprises, la résistance à l'application de la loi a été en rapport avec les craintes éprouvées au sujet du préjudice que l'application du régime nouveau paraissait devoir entraîner.

La détermination de ce préjudice est très malaisée; exagéré à dessein par certains intéressés, il se trouve contesté par d'autres. S'il y a diminution de bénéfice le dimanche, par contre, les recettes de la semaine augmentent du moment que les clients conservent l'habitude de s'approvisionner dans les mêmes établissements. Toutefois, dans quelques centres industriels impor-

tants, la loi a pu léser les intérêts particuliers de certaines catégories de commerçants dont la clientèle est presque exclusivement composée d'ouvriers.

La situation est sensiblement la même pour les coiffeurs, suivant la nature de la clientèle pour laquelle ils travaillent.

Les employés ont généralement accueilli avec faveur la législation nouvelle; plusieurs associations ont témoigné de l'intérêt qu'elles y portaient en dénonçant les infractions qu'elles estimaient avoir été commises. Toutefois un certain nombre d'employés, intéressés à la vente, se sont plaints de la diminution de leurs bénéfices.

Quant au public, il a paru se désintéresser de la loi nouvelle et n'a pas fait d'effort pour en faciliter l'application.

En 1906, pendant les six premiers mois d'exécution de la loi, l'inspection du travail a dressé 109 procès-verbaux distincts, dont 18 à charge d'entreprises industrielles pour emplois d'ouvriers, 18 à charge de coiffeurs et 73 à charge de magasins de détail, pour occupation illégale d'employés. Du 1^{er} janvier au 15 décembre 1907, le nombre des procès-verbaux a été de 542 dont 103 à charge d'entreprises industrielles, 5 à charge d'entreprises commerciales autres que des magasins de détail, 116 à l'égard des coiffeurs et 118 à charge de magasins de détail. En outre, l'inspection du travail a verbalisé du chef d'obstacle apporté à sa mission de surveillance, dans 9 cas, dont un concernant une entreprise industrielle, 1 relatif à un coiffeur et 7 à charge d'exploitants de magasins de détail.

IV.

SUBSIDES AUX BOURSES DE TRAVAIL ET AUX CAISSES DE CHOMAGE.

PREMIÈRE QUESTION.

L'article 28, litt. *a* et *b*, prévoit des subsides de 5,000 francs aux institutions ayant pour objet le placement gratuit des travailleurs et aux caisses de prévoyance, instituées en vue de pourvoir au chômage involontaire.

1. La section espère que ces crédits ne sont pas limitatifs, mais désirerait être fixée à cet égard.

RÉPONSE.

1. En l'absence d'indication contraire dans la loi du budget, il faut considérer comme limitatifs les crédits destinés à l'allocation de subsides aux Bourses du Travail et aux Caisses de chômage.

2^e QUESTION.

2. Existe-t-il des règles organiques concernant l'allocation de ces subsides?

Au cas affirmatif, quelles sont ces règles?

Au cas négatif, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il y aurait lieu d'en établir?

RÉPONSE.

a) *Institution ayant pour objet le placement gratuit des travailleurs (Bourses du Travail.)*

Le Gouvernement a pris comme règle de subsidier les Bourses du Travail qui consentent à soumettre leur fonctionnement au contrôle de mon administration et qui, d'autre part, sont organisées sous la forme paritaire, c'est-à-dire dirigées par une commission composée de patrons et d'ouvriers en nombre égal.

Il est accordé aux bourses nouvelles, dont l'organisation est reconnue sérieuse et régulière, un subside de 250 francs au minimum pour frais de premier établissement.

D'autre part, chaque bourse agréée reçoit annuellement une subvention dont la quotité varie d'après le crédit voté par la Législature, le nombre de bourses à subsidier, l'organisation de l'institution, son activité et les conditions particulières de son fonctionnement. Le montant de ces allocations pour l'exercice 1907 a varié de 300 à 1,500 francs.

b) *Caisses de chômage.*

J'ai estimé que la part à attribuer aux fonds de chômage, dans le crédit voté pour l'exercice 1907, devait être allouée à ces institutions, soit afin de les aider à couvrir les frais de leur établissement, soit pour les mettre à même d'améliorer leur organisation.

Pour l'avenir, mon Département procède à une étude en vue d'établir les règles d'après lesquelles il y aurait lieu d'accorder aux fonds de chômage des subsides annuels proportionnés à leur activité.

V.

RÉSULTATS DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS
DU TRAVAIL.

PREMIÈRE QUESTION.

Quelle est, pour les diverses industries, la charge résultant de l'application de la loi sur la réparation des dommages causés par les accidents du travail?

La détermination, par catégories d'industries, de la charge résultant de la loi du 24 décembre 1903, suppose l'élaboration d'une statistique rationnelle des accidents du travail.

Cette statistique devra, notamment, indiquer : le nombre des accidents survenus et les dommages qui en sont résultés ; la répartition des accidents par groupes de risques similaires ; la charge pécuniaire qu'ils ont entraînés, enfin, leur fréquence par rapport au nombre d'ouvriers soumis au risque, et au temps pendant lequel le risque est encouru. Ces éléments sont recueillis

par l'Office du travail à l'aide des documents périodiquement fournis par les établissements d'assurances agréés et par les chefs d'entreprises dispensés de la cotisation de garantie. Les chiffres relatifs à la première année d'application de la loi ne pourront naturellement être établis qu'après l'expiration du premier terme de revision (art. 30 de la loi). Dans ces conditions, et étant donné que l'élaboration d'une statistique sérieuse comporte toute une série de longues et minutieuses vérifications, il ne peut être question de publier, d'ores et déjà, des résultats qui n'offriraient aucune garantie.

On peut, toutefois, à titre d'information générale, indiquer, dès à présent, quelques chiffres globaux, qui donnent une idée de l'efficacité de la loi et de la charge totale qu'elle impose aux entreprises qui relèvent de son domaine.

Pour 184,049 accidents déclarés en 1906 et incombant aux établissements d'assurances agréés, la charge afférente à l'exercice s'élève à fr. 14,237,570.78, dont fr. 5,406,187.47 pour les caisses communes, et fr. 8,831,383.31 pour les sociétés d'assurances à primes fixes.

DEUXIÈME QUESTION.

Les caisses communes et, en général, les institutions fondées sur la mutualité ont-elles été constituées, en nombre de quelque importance, dans la grande industrie et dans la petite industrie ?

Le résultat de leur fonctionnement est-il satisfaisant au double point de vue de la réparation des dommages et de la charge financière ?

RÉPONSE.

Les établissements agréés pour l'assurance des risques prévus par la loi du 24 décembre 1903 sont au nombre de 50. On compte 19 compagnies à primes fixes et 11 caisses communes constituées par des chefs d'entreprises.

Deux caisses communes sont agréées à la fois pour l'assurance des accidents du travail et le service des rentes. Ce sont :

1° La caisse commune d'assurance des charbonnages du Couchant de Mons, à Mons ;

2° La caisse commune d'assurance de l'industrie charbonnière des bassins de Charleroi et de la Basse-Sambre, à Charleroi.

Plusieurs caisses communes ont limité le champ de leurs opérations à l'assurance des risques offerts par un groupe d'entreprises à objets similaires. Outre les deux caisses de charbonnages susvisées, on peut citer comme rentrant dans cette catégorie :

1° « Les Industries textiles réunies », à Gand ;

2° « La Carrière », à Liège ;

5° « La Caisse commune d'assurance des cultivateurs belges », à Louvain ;

4° « La Mutuelle agricole nationale », à Bruxelles.

Les autres caisses communes, ci-après désignées, assurent des risques

divers, aussi bien dans la grande que dans la petite industrie :

- 1° « La Belgique industrielle », à Liège ;
- 2° « La Caisse patronale de l'alimentation et des industries à faibles dangers », à Bruxelles ;
- 3° La « Gemeenschappelijke Verzekeringskas van bouwwerk, handel en nijverheid », à Anvers ;
- 4° « La Mutuelle des syndicats réunis », à Bruxelles ;
- 5° « Le Syndicat général », à Bruxelles.

Le fonctionnement de ces diverses caisses n'a, en général, donné lieu qu'à peu de réclamations en ce qui concerne la réparation des dommages. La situation financière des caisses est exposée dans les tableaux publiés au *Moniteur* du 13 novembre 1907. La loi est en vigueur depuis trop peu de temps pour que l'on puisse porter un jugement définitif sur la situation desdites caisses au point de vue financier. Ces observations, au surplus, s'appliquent également aux compagnies d'assurances à primes fixes.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 FEBRUARI 1908.

Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1908 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER NERINX.

MIJNE HEEREN,

De wet houdende de begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1907 bepaalde :

De gewone uitgaven op fr.	22,159,517
De uitzonderlijke uitgaven op »	152,500
Te zamen dus. fr.	22,291,817

Het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1908 draagt :

In gewone uitgaven. fr.	22,238,517
In uitzonderlijke uitgaven »	496,674
Te zamen. fr.	22,735,191

Dus is er verhooging, voor de gewone uitgaven, van . fr.	79,000
En voor de uitzonderlijke uitgaven, van »	364,174
Te zamen. fr.	433,174

Deze verhooging wordt omstandig uiteengezet in de nota die aan het ontwerp van begrooting voorafgaat.

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

In de 1^e, in de 3^e en in de 4^e afdeeling werden wenschen uitgedrukt ten voordeele van de herziening der wet op de ouderdomspensioenen, ten einde een gunstiger stelsel toe te passen op de Belgische werklieden en oud-werklieden die den 1^{en} Januari 1901 den leeftijd van 58 jaren niet hadden bereikt.

(1) Begrooting, n^o 41^x.

(2) De Middenafdeeling, hebbende den heer Nerinx tot voorzitter, bestond uit de heeren Cousot, Verhaegen, Mabille, Cooreman, Lemonnier en Versteylen.

In de 1^e en in de 4^e afdeeling vroeg men om meer arbeidsopzieners en versterking van hunne werking.

Een lid der 1^e afdeeling acht het noodzakelijk, het toezicht in de mijnen te versterken. In de 6^e afdeeling vraagt een lid een onderzoek naar de werking van het toezicht in de haven van Antwerpen.

Een lid van de 2^e afdeeling vestigt de aandacht van de Middenafdeeling op artikel 28 der begrooting : « Aanmoedigingen aan de instellingen, die ten doel hebben kosteloos aan de arbeiders werk te verschaffen. — Toelagen aan de verzorgskassen ingesteld ten einde te voorzien in de onvrijwillige werkloosheid harer leden. »

Een ander lid van dezelfde afdeeling handelt over het schoolschip en is van oordeel dat de Regeering de hogere leiding van deze beroepschool behoorde te nemen.

Een lid wenscht dat er zoo spoedig mogelijk een einde kome aan de herziening van de wet op de nijverheids- en arbeidsraden.

In de 5^e afdeeling spreekt een lid den wensch nit, dat de Regeering inlichtingen zou verstrekken over het gemeenschappelijk fonds, ingesteld bij de ongevalwet.

Een lid der 4^e afdeeling vestigt de aandacht van de Regeering op de moeilijkheden, ondervonden door in den vreemde arbeidende Belgen wanneer deze verlangen het voordeel te genieten van de bepalingen der sociale wetten van hun land. Werden onzen consuls voldoende onderrichtingen gegeven? Moet men er zich niet op toeleggen, internationale overeenkomsten te sluiten?

Een ander lid vraagt dat de Middenafdeeling bij de Regeering navraag zou doen over het gevolg dat zij denkt te geven aan de verrichtingen van de nationale commissie voor den middelstand en over het programma van werking van den dienst voor den middelstand.

Het ontwerp van begrooting werd goedgekeurd :

In de 1^e afdeeling met 14 ja, 5 onthoudingen, 0 neen.

— 2 ^e	—	— 14	— 2	—	0	—
— 3 ^e	—	— 6	— 5	—	0	—
— 4 ^e	—	— 14	— 1	—	0	—
— 5 ^e	—	— 8	— 6	—	0	—
— 6 ^e	—	— 12	— 1	—	1	—

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

De Middenafdeeling opende geene algemeene beraadslaging, doch zij vestigde hare bijzondere aandacht op de aanmerkingen en wenschen in de afdeelingen uitgebracht.

Wat betreft het stelsel der ouderdomspensioenen, denkt de Middenafdeeling niet te moeten kiezen tusschen de uiteenlopende meeningen die werden vooruitgezet, hetzij door hare leden, hetzij in de afdeelingen; maar toch acht zij gepast, ja noodzakelijk, dat de wetsvoorstellen op dat stuk eerlang worden behandeld door de Kamer. Zij verzoekt de Regeering de amendementen of voorstellen, die zij wellicht hoeft in te dienen, onverwijld ter tafel te leggen.

Van verschillende zijden werd gewezen op de uiteenlopende beoordeelingen van den behoefigen toestand, door artikel 9 der wet van 10 Mei 1900 bedongen voor het toekennen van het jaarlijksch pensioen van 65 frank voor arbeiders of oud-arbeiders. De Middenafdeeling meent de Regeering te moeten aanraden, eenheid te brengen in de jurisprudentie op dat gebied, zooveel als in hare macht ligt.

Inzonderheid vestigt de Middenafdeeling de aandacht van den heer Minister van Nijverheid en Arbeid op de werking van het arbeidstoezicht. Achtereenvolgens werd de werkring der opzieners uitgebreid tot meer en meer veelzijdige punten. Derhalve is het noodig, de inrichting van den dienst te regelen naar de toenemende behoeften en de gewichtige, kiesche taak der opzieners niet te laten belemmeren door ontoereikendheid van het getal beambten en gebrekkige dienstregeling. De Wetgevende Kamers zullen zonder aarzelen de kredieten toestaan, die haar mochten gevraagd worden, om steeds het arbeidstoezicht op de hoogte van zijne taak te brengen.

* * *

Een lid der afdeeling doet uitschijnen dat er een dubbel toezicht bestaat voor de nijverheidsinrichtingen : dit der ingenieurs en dit der geneesheeren. Laatstgemelden zorgen voor de toepassing van de bepalingen betreffende den gezonden staat der werkplaatsen, de eerste verpleging van slachtoffers van ongevallen, den arbeid van pas in de kraam gekomen vrouwen, enz.

De taak der opzieners-geneesheeren wordt omschreven door ministerieele besluiten.

Mijnen, graverijen, groeven staan niet onder dit toezicht. Zoowel met het oog op het technische als op de gezondheid, wordt deze taak opgedragen aan mijn-ingenieurs.

Ware het niet redelijk en doelmatig, de opzieners-geneesheeren te doen zorgen voor de toepassing van de wetten tot bescherming van de gezondheid der arbeiders in mijnen, graverijen, groeven, enz. ?

Er valt op te merken dat onder deze opsomming voorkomen de zink-, lood-fabrieken, enz., enz., zoo gewichtig in 't opzicht van gezondheid.

De Middenafdeeling hecht zeer veel belang aan het vraagstuk van het school-schip. Hier geldt het de proefneming met een gansch bijzonder stelsel van opleiding in het vak, en dezer nauwgezette bestudeering door de Regeering is hoogst noodzakelijk. Daar eene vraag om uitlegging daarover is toegevoegd aan de beraadslaging over de Begrooting van Nijverheid en Arbeid, acht de Middenafdeeling het onnoodig de grondige bespreking, die de zaak waarschijnlijk eerlang zal uitlokken, vooruit te loopen.

Sedert enkele jaren namen in België de instellingen van Onderlingen Bijstand op verbazende wijze toe. Deze uitbreiding strekt tot eer aan de bezorgdheid van hare verkleefde voorstanders, aan den vooruitgang van den geest van onderlinge bescherming bij de burgerij en vooral bij de land- en nijverheidsarbeiders; dus is het wel met reden dat de Regeering de instellingen van Onderlingen Bijstand, van welken aard ook, aanmoedigde en blijft aanmoedigen. Doch om de mutualiteit te verhoeden voor ernstige en smartelijke teleurstellingen hoeft men zoo ruimschoots mogelijk de begrippen van redematige boekhouding te verspreiden, opdat de maatschappijen van Onderlingen Bijstand eene technische balansrekening zouden opmaken. Met dit ernstig

vraagstuk houdt de bestendige commissie zich onafgebroken bezig; van de zijde der Regeering ware het verstandig en hoogst gepast, haren krachtigen steun te verleenen aan de pogingen der bestendige commissie, die de maatschappijen wil inlichten over de noodzakelijkheid om hare inkomsten in volkomen evenwicht te houden met hare verbintenissen.

Op voorstel van een harer leden, herinnert de Middenafdeeling den heer Minister van Nijverheid en Arbeid de wenschen, die herhaaldelijk werden uitgedrukt, namelijk door de Middenafdeeling die de Begroting van 1907 onderzocht, voor het instellen van eene bestendige commissie der erkende beroepsverenigingen. « Deze Commissie, zegde de verslaggever in 1907, zou, voor de propaganda ten voordeele van de syndicaten, dezelfde bevoegdheid erlangen als de bestendige commissie voor de maatschappijen van onderlingen bijstand heeft » in zake van mutualiteit ». Het nut van dergelijke instelling schijnt niet twijfelachtig; wellicht kan men daaraan toevoegen de Arbeidsbeurzen en de kassen van verzekering tegen werkloosheid.

De verslaggever der Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begroting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid voor het dienstjaar 1907, stelde de volgende vraag :

« Denkt de heer Minister niet, na het door hem voorgeschreven onderzoek der zaak, dat de Staat zou kunnen bijdragen in de huurkosten der eigendommen, in gebruik bij de beroepsscholen, of, zoo deze behooren aan gemeentebesturen of beheerscommissiën, in de jaarsom die overeenstemt met den interest der som vertegenwoordigende de bouwkosten dezer eigendommen? »

Het antwoord luidde als volgt : « Dit punt is onderworpen aan den Hoogerem Raad van het technisch onderwijs en het onderzoek is nagenoeg afgelopen. Dus zal het Ministerie van Nijverheid en Arbeid eerlang een bepaald oordeel kunnen vellen over deze zaak en, bij voorkomend geval, de maatregelen voorstellen, die het raadzaam acht. »

De Middenafdeeling hoopt dat de studie over dit punt thans is afgelopen en dat de Minister aan de Kamer zal mededeelen waartoe hij heeft besloten. Verscheidene vragen werden door de Middenafdeeling gericht tot den heer Minister van Nijverheid en Arbeid. Zij worden als bijlage van dit verslag opgenomen en wij voegen er de antwoorden bij.

De afdeeling heeft de Begroting eenstemmig goedgekeurd.

De Voorzitter-Verslaggever,

E. NERINCX.

BIJVOEGSEL.

I.

DIENST VOOR DEN MIDDELSTAND.

EERSTE VRAAG.

Welke waren de werkzaamheden van den Dienst voor den Middelstand, sedert zijne inrichting bij koninklijk besluit van 15 December 1906 ?

Wat is zijn werkingsprogramma voor de toekomst ?

Inzonderheid :

1. Welk gevolg denkt hij te geven aan de wenschen en besluiten der Nationale Commissie voor den Middelstand ?

2. Hoe staat het met zijn onderzoek naar de verbeteringen, toe te brengen aan de wet, betreffende namelijk :

- a) de beroepsvereenigingen ;
- b) de credietsinstellingen (algemeen crediet, crediet voor het gereedschap) ;
- c) de politie op den handel ;
- d) de vertegenwoordiging van de economische belangen der middelstanden in nijverheid en koophandel ?

ANTWOORD.

De Dienst voor den Middelstand heeft een aanvang gemaakt met de uitvoering van het programma, voorgeschreven in het koninklijk besluit van 15 December 1906, dat ook zijn werkingsprogramma voor de toekomst is.

Sedert 15 Juli gaf hij een driemaandelijksch Blad uit. Dit blad maakt de werkzaamheden van den Dienst bekend.

I. De wenschen en besluiten der Nationale Commissie voor den Middelstand worden op ordelijke wijze bestudeerd en zullen achtereenvolgens worden onderzocht.

Eene Commissie, bestaande uit afgevaardigden van het beheer van het middelbaar onderwijs alsmede van den Dienst voor den Middelstand, hield verscheidene vergaderingen en bezocht vele scholen, ten einde de stelsels voor het onderwijs van handwerk te bestudeeren.

Secretariaten van leerjongens werden gesticht te Verviers, Roeselare, Antwerpen en Brugge ; nog andere worden ingericht.

A. De wet op de beroepsvereenigingen is van betrekkelijk jongen datum : het tweede verslag, opgemaakt door den Arbeidsdienst, betreffende de uitvoering dezer wet, is pas verschenen ; het vermeldt eene gevoelige toename van het getal aanvragen tot wettelijke erkenning en dit nam nog toe sedert het tijdstip in overzicht genomen door het verslag. Tot hiertoe schijnt de proefneming dus uit te vallen ten voordeele der wet.

Hoe het ook moge wezen, mijn Departement gaat de werking aandachtig na, met het oog op de voordeelige wijzigingen die de wet zou kunnen ondergaan.

B. De kredietsinstelling om de verbetering van het gereedschap der kleine nijveraars en ambachtslieden te bevorderen, gaf aanleiding tot onderhandelingen met het bestuur der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. De studiën dienaangaande worden ijverig voortgezet.

De Dienst voor den Middelstand bestudeerde insgelijks de verbeteringen die kunnen toegebracht worden aan de kredietsinrichting, opdat de middelstand, behorende tot nijverheid en handel, er meer voordeel zou kunnen uit trekken. Hij vereenigde in eene conferentie de bestuurders der volksbanken van het land, op 9, 19 en 25 Juli 1907, en onderwierp hun de wenschen der Nationale Commissie voor den middelstand. Het kort verslag over deze drie bijeenkomsten werd opgenomen in het tweede nummer van het *Blad van den Dienst voor den Middelstand*.

C en D. Het beginsel van het opmaken van een algemeen wetboek over de politie op den handel, zoo ten huize als rondreizend en bij tusschenpoozen, werd gesteld door de Nationale Commissie, die de voornaamste bepalingen schetste, welke daarin zijn op te nemen. Deze zaak ligt ter studie, en dit is ook het geval met het vraagstuk betreffende de vertegenwoordiging van de economische belangen van den Middelstand.

TWEED E VRAAG.

Het koninklijk besluit van 15 December 1906, houdende instelling van den Dienst voor den Middelstand, kent dezen bevoegdheid toe voor de reglementen betreffende :

1^o Den hooger en Raad voor het technisch onderwijs.

Welke was de werkzaamheid van dezen Raad sedert zijne instelling bij koninklijk besluit van 25 Juni 1906?

2^o Den hooger en Raad voor den Middelstand.

Waarom werd deze raad nog niet samengesteld?

Hoe komt het dat het ontwerp van begrooting geen krediet voor dien hooger en Raad voorziet?

Is daaruit af te leiden dat de inrichting ervan is uitgesteld? Zoo ja, om welke reden?

ANTWOORD.

1^o De hoogere Raad voor het technisch onderwijs, ingesteld bij koninklijk besluit van 25 Juni 1906, werd den 15^{en} Juli daarna aangesteld. Hij ving zijne werkzaamheden aan en splitste zich in afdeelingen op 20 October van hetzelfde jaar.

20 vragen werden den hooger en Raad voorgelegd door de Regceering :

De 1^e afdeeling hield 7 zittingen.

De 2^e — 8 —

De 3^e — 9 —

De 4^e — 5 —

Te zamen : 29 zittingen van afdeelingen.

Over het meerendeel der vraagstukken, aan den Raad onderworpen, werd verslag uitgebracht; eerlang zal dit geschieden voor de andere. De algemeene vergaderingen, waarop deze verslagen zullen onderzocht worden, kunnen gehouden worden in de aanstaande maand Maart, ingevolge de bepalingen van het inrichtingsreglement des Raads.

2^o Zooals ik de Kamer meldde tijdens de beraadslaging over de begrooting van mijn Departement voor 1907, is de Regeering vanzins, zoodra de vordering der aangevangen studiën het vergt, het advies in te winnen van een hooger Raad voor den Middelstand, zooals is voorzien bij het koninklijk besluit van 15 December 1906.

II.

GEZAMENLIJK ARBEIDSCONTRACT.

VRAGEN.

1^o Kan eene erkende beroepsvereniging, in den tegenwoordigen toestand der wetgeving, namens sommige harer leden een gezamenlijk arbeidscontract sluiten?

2^o Kan zij voor hare leden de aanvaarding van den arbeid ondergeschikt maken aan het aannemen van een scheidsgerecht in geval van geschil, welk scheidsgerecht de patroon dient aan te nemen?

ANTWOORDEN.

1^o Uit den tekst van artikel 10 der wet van 31 Maart 1898 en uit eene verklaring, afgelegd in de Kamer der Volksvertegenwoordigers tijdens de beraadslaging over de wet op het arbeidscontract door den achtbaren heer Cooreman, Minister van Nijverheid en Arbeid, blijkt dat eene beroepsvereniging, handelende als zaakgelastigde harer leden, namens dezen een arbeidscontract kan sluiten met het hoofd eener onderneming, die toestemt onder die voorwaarden te onderhandelen; maar het spreekt vanzelf dat de Vereeniging niet gerechtigd zou zijn, zich persoonlijk te verbinden en het werk te doen verrichten door eene groep van hare leden. (*Hand. der Kamer*, 10 Maart 1899, blz. 856.)

2^o De beroepsvereniging zou, ingevolge de regelen van het mandaat, de aanneming van het werk door hare leden kunnen ondergeschikt maken aan het beding van scheidsgerecht, maar dit beding kan, evenmin als elke andere voorwaarde, verbindend zijn voor den werkgever, ten ware hij er in toegestemd had.

III.

GEVOLGEN VAN DE TOEPASSING DER WET OP DE ZONDAGSRUST.

VRAAG.

Wat is het gevolg van de toepassing der wet op de zondagsrust, zooals is uitgemaakt door het toezicht, wat betreft de nijverheid, den groot- en den kleinhandel, met het oog op de werkgevers?

Met het oog op de beambten (*sensu lato*) ?

Met het oog op de verbruikers ?

ANTWOORD.

De toepassing van de wet op de zondagsrust, in werking getreden den 26^{en} Juli 1906, heeft geene ernstige bezwaren opgeléverd in de nijverheid, welker vroegere toestand doorgaans niet gevoelig werd gewijzigd door het nieuw stelsel. Trouwens, in de nijverheidsondernemingen werd er des Zondags maar bij uitzondering regelmatig gewerkt ; anderdeels liet de nieuwe wet het stelsel toe van rust bij afwisseling, in verscheidene nijverheidstakken, namelijk die waar het werk uit zijnen aard geene onderbreking noch vertraging duldt. Met het oog op de werklieden, heeft de wet van 17 Juli 1907 nochtans dit voordeel opgeleverd, van als recht te huldigen wat vroeger maar een gebruik was of eene gewoonte, ahangende van den wil des patroons.

In de handelsondernemingen andere dan winkels ontmoette de uitvoering der wet evenmin tegenstand.

Dit was evenwel niet het geval met de verkoophuizen in 't klein, bedoeld bij artikel 7, en met de haarkappers, aan hetzelfde stelsel onderworpen, zooals blijkt uit het groot getal processen-verbaal.

Vele belanghebbenden dachten, ten minste in den beginne, dat de wet wilde dat alle winkels den Zondag namiddag zouden gesloten zijn ; dit verwekte talrijke ongegronde klachten tegen de kleinhandelaars die den verkoop voortzetten zonder behulp van personeel of met den bijstand van leden uit hun gezin, evenals tegen de winkeliers die het voordeel van artikel 4 (rust bij afwisseling) genieten, bij voorbeeld zij die kleinhandel drijven in levens- of voedingsmiddelen. Nadien heeft het aanstellen van een bijzonder personeel of van « extra's » den Zondag namiddag insgelijks meermaals klachten verwekt betreffende zoogezegde overtredingen.

Met het oog op de toepassing der wet, schijnen de verkoophuizen in 't klein te kunnen gesplitst worden in twee gansch onderscheiden soorten. De eene hebben voornamelijk vaste klanten, die de stad zelve bewonen ; voor deze verwierf men gemakkelijk het naleven van de wet, des te meer daar vele van die inrichtingen reeds gewoon waren des Zondags te sluiten, zooniet des middags, toch ten minste te een of twee uur. De andere soort bevat integendeel de handelshuizen die vooral onvaste klanten hebben, ingezetenen uit de omstreken, die des Zondags naar de stad komen. Deze bijzondere klanten koopen vooral kleederen, kramerij, ijzerwaren, alsmede de verschillende voorwerpen die in de bazaars te vinden zijn. In dit slag van ondernemingen hield het verzet tegen de toepassing der wet gelijken tred met de vrees voor het nadeel dat de toepassing van het nieuw stelsel scheen te moeten berokkenen.

Het valt heel moeilijk dit nadeel te bepalen ; met opzet werd het door sommige belanghebbenden overdreven en door anderen wordt het betwist. Is er des Zondags minder winst, daarentegen is de ontvangst in de week grooter, van 't oogenblik dat de klanten de gewoonte behouden om in de-

zelfde huizen te koopen. Nochtans kan de wet in eenige aanzienlijke nijverheidscentrums het bijzonder belang van sommige handelaars hebben geschaad, omdat hunne klanten schier uitsluitend werklieden zijn.

De toestand is nagenoeg eender voor de haarkappers, volgens den aard van hunne klanten.

Door de bedienden werd de nieuwe wet doorgaans goed onthaald; vele vereenigingen gaven blijk van het belang dat zij er in stellen, doordien zij de overtredingen aanklaagden, welke zij dachten begaan te zijn. Nochtans hebben zekere bedienden, die winst trekken uit den verkoop, geklaagd over vermindering van deze winst.

Het publiek schijnt niet veel belang te hechten aan de nieuwe wet en deed niets om hare toepassing te vergemakkelijken.

In 1906, gedurende de eerste zes maanden dat de wet werd uitgevoerd, hebben de arbeidstoezieners 109 afzonderlijke processen-verbaal opgemaakt, waaronder 18 ten laste van nijverheidsondernemingen wegens het aanstellen van werklieden, 18 ten laste van haarkappers en 73 ten laste van kleinhandelaars die wederrechtelijk bedienden aanstelden. Van 1 Januari tot 15 December 1907, werden 342 processen-verbaal opgemaakt, waaronder 103 ten laste van nijverheidsondernemingen, 5 ten laste van andere handelsoondernemingen dan verkoophuizen in 't klein, 116 ten laste van haarkappers, en 118 ten laste van winkeliers. Daarenboven hebben de arbeidstoezieners proces-verbaal opgemaakt wegens verhindering van hun toezicht in 9 gevallen, waarvan 1 betreffende eene nijverheidsonderneming, 1 betreffende een haarkapper en 7 ten laste van winkeliers.

IV.

TOELAGEN AAN DE ARBEIDSBEURZEN EN DE KASSEN TEGEN ONVRIJWILLIGE WERKLOOSHEID.

EERSTE VRAAG.

Artikel 28, litt. *a* en *b*, voorziet toelagen van 5000 frank voor de instellingen die zich toelagen op het kosteloos plaatsen van arbeiders en voor de Voorzorgskassen, ingesteld om te voorzien in onvrijwillige werkloosheid.

I. De afdeeling hoopt dat deze kredieten niet beperkt zijn, doch verlangt dienaangaande te worden ingelicht.

ANTWOORD.

I. Daar de begrootingswet het tegendeel niet zegt, moet men het er voor houden dat de kredieten, bestemd om toelagen te verleen en aan de Arbeidsbeurzen en de Kassen tegen onvrijwillig en arbeidsstilstand beperkt zijn.

2^e VRAAG.

2. Bestaan er organieke regelen voor het verleen en van die toelagen?

Zoo ja, welke regelen?

Zoo niet, denkt de heer Minister niet dat er gesteld moeten worden?

ANTWOORD.

a) *Instelling om zonder kosten werk te verschaffen aan arbeiders (Arbeidsbeurzen.)*

De Regeering heeft tot regel aangenomen toelagen te verleen en aan de Arbeidsbeurzen die hunne werking willen onderwerpen aan het toezicht van mijn Bestuur en die, anderdeels, zijn ingericht onder den vorm van gelijkstelling, 't is te zeggen, bestuurd door eene Commissie bestaande uit patroons en werklieden in gelijk getal.

Aan de nieuwe Beurzen, welker inrichting ernstig en regelmatig is bevonden, wordt eene toelage van ten minste 250 frank verstrekt, voor kosten van inrichting.

Anderdeels, krijgt elke toegelaten Beurs eene jaarlijksche tegemoetkoming, waarvan het bedrag verschilt naar gelang van het door de Wetgevende Kamers toegestaan krediet, het getal te ondersteunen Beurzen, de inrichting van de instelling, hare bedrijvigheid en de bijzondere omstandigheden van hare werking. Het bedrag van deze tegemoetkomingen verschilde voor het dienstjaar 1907 van 300 tot 1,500 frank.

b) *Kassen tegen werkloosheid.*

Ik heb gedacht dat het aandeel, toe te kennen aan de fondsen tegen werkloosheid, in het krediet voor 1907 toegekend, aan deze instellingen moest toegekend worden, hetzij om bij te dragen in 't bestrijden van hare inrichtingskosten, hetzij om ze te veroorloven hare inrichting te verbeteren.

Voor de toekomst, onderzoekt mijn Departement of het niet mogelijk is vaste regelen te stellen om aan de fondsen tegen werkloosheid jaarlijksche toelagen te verstrekken in verhouding tot hunne werkdadigheid.

V.

GEVOLGEN VAN DE TOEPASSING DER ONGEVALLENWET.

1^{ste} VRAAG.

Wat zijn, voor de verschillende nijverheidstakken, de geldelijke lasten, voortspruitend uit de toepassing van de wet op vergoeding van schade veroorzaakt door arbeidsongevallen?

ANTWOORD.

Om bij soorten van nijverheidstakken de lasten te bepalen, die voortvloeien uit de wet van 24 December 1903, onderstelt men het opmaken van eene redematige statistiek der arbeidsongevallen.

Deze statistiek moet, namelijk, opgeven: het getal ongevallen en de daaruit ontstane schade; de indeeling van de ongevallen bij groepen die gelijke gevaren opleveren; de geldelijke lasten die zij veroorzaakten; eindelijk,

hunne menigvuldigheid in verhouding tot het getal werklieden, aan het gevaar blootgesteld en den tijd gedurende welken het gevaar bestond. Deze inlichtingen worden door den Arbeidsdienst ingewonnen met behulp van oorkonden, geregeld geleverd door de toegelaten verzekeringsmaatschappijen en de ondernemingshoofden die zijn ontslagen van de borgstorting. De cijfers voor het eerste jaar van toepassing der wet kunnen natuurlijk maar opgegeven worden na verloop van den eersten herzieningstermijn (art. 50 der wet). Dit zoo zijnde, en daar het opmaken van eene ernstige statistiek eene gansche reeks lange en nauwkeurige onderzoekingen vergt, kan er geen sprake van zijn om van stonden aan uitslagen af te kondigen, die geen waarborg hoegenaamd kunnen opleveren.

Toch kan men, als algemeene inlichting, van nu af eenige gezamenlijke cijfers aanduiden, die een denkbeeld geven van de doelmatigheid der wet en van de volle lasten die zij oplegt aan de ondernemingen die tot haar gebied behooren.

- Voor 154,049 ongevallen, in 1906 aangegeven ten laste vallende van de toegelaten verzekeringsondernemingen, bedroegen de kosten in dat dienstjaar fr. 14,237,570.78, waarvan fr. 5,406,187.47 voor de gemeene kassen en fr. 8,831,383.81 voor de verzekeringsmaatschappijen met vaste premien.

2° VRAAG.

Werden de gemeene kassen en, over 't algemeen, de instellingen gegrond op mutualiteit, in tamelijk aanzienlijk getal ingericht in de groote en in de kleine nijverheid?

Is de uitslag van hare werking voldoende, zoo met het oog op de verdeling van de schade als op den geldelijken last?

ANTWOORD.

Er zijn 30 instellingen, toegelaten tot verzekering van het risico voorzien bij de wet van 24 December 1903. Men telt 19 maatschappijen met vaste premien en 11 gemeenschappelijke kassen, ingesteld door ondernemingshoofden.

Twee maatschappelijke kassen zijn toegelaten en voor de verzekering tegen arbeidsongevallen en voor den dienst der renten, met name :

1° De gemeenschappelijke verzekeringskas der kolenmijnen van den Couchant de Mons, te Bergen ;

2° De gemeenschappelijke verzekeringskas der kolennijverheid in de bekkens van Charleroi en aan de Nedersambr, te Charleroi.

Vele gemeenschappelijke kassen beperkten haren werkkring tot verzekering van het risico opgeleverd door eene groep ondernemingen met gelijkwaardig doel. Behalve de twee bovenvermelde klassen van kolenmijnen, kunnen nog worden aangehaald als behorende tot dit slag :

1° « Les Industries textiles réunies », te Gent ;

2° « La Carrière », te Luik ;

3° De gemeenschappelijke kas van verzekering der Belgische landbouwers, te Leuven ;

4^o De « Mutuelle agricole nationale », te Brussel ;

De andere hieronder vermelde gemeenschappelijke kassen verzekeren tegen verschillend risico, zoo in de groote als in de kleine nijverheid :

1^o « La Belgique Industrielle », te Luik :

2^o De « Caisse patronale de l'alimentation et des industries à faibles dangers », te Brussel ;

3^o De « Gemeenschappelijke Verzekeringskas van bouwwerk, handel en nijverheid », te Antwerpen ;

4^o De « Mutuelle des syndicats réunis », te Brussel ;

5^o Het « Syndicat Général », te Brussel.

De werking van deze verschillende kassen verwekte over 't algemeen maar weinig klachten, wat betreft de vergoeding van schade. De geldelijke toestand der kassen wordt opgegeven in de tabellen afgekondigd in het *Staatsblad* van 13 November 1907. De wet is nog niet lang genoeg in werking getreden om een bepaald oordeel te kunnen vellen over den toestand van bedoelde kassen, in een geldelijk opzicht. Deze opmerkingen zijn insgelijks van toepassing op de verzekeringsmaatschappijen met vaste premiën.
